



Conseil économique et social

Distr. restreinte
18 mars 2013
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non-gouvernementales**
Reprise de la session de 2013
20-29 mai et 7 juin 2013

**Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations non
gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. African Peace Network	2
2. African Women's Development and Communication Network	3
3. Al Zubair Charity Foundation	5
4. American Planning Association	6
5. American Psychological Association	8
6. Antonio Restrepo Barco Foundation	10
7. Arab Network for Environment and Development	12
8. Canadian Federation of Agriculture	14
9. Carter Center	16
10. Cesvi Fondazione	17
11. Charitable Institute for Protecting Social Victims	19
12. Child Welfare League of America	20
13. Chinese Society for Sustainable Development	21
14. Community and Family Services International	22
15. Development Promotion Group	25



1. African Peace Network

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

En collaboration avec le Département de l'information et le Centre d'information des Nations Unies, l'organisation a distribué du matériel éducatif, des publications et des bulletins d'information aux communautés au Ghana. Elle a ouvert un centre éducatif à Worawora (Ghana), et a organisé un atelier sur le paludisme et un séminaire sur l'autonomisation des femmes. Elle a également mené des activités dans des domaines tels que les changements climatiques, la sécurité alimentaire, le développement durable et la paix entre 2008 et 2011. L'organisation envisage de continuer à participer à toutes les activités du Conseil économique et social.

Participation à des réunions des Nations Unies

En 2008 le Directeur exécutif et les représentants de l'organisation ont participé à la douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), tenue à Accra du 20 au 25 avril. L'organisation aurait pu contribuer davantage à la mise en œuvre des programmes des Nations Unies s'il n'y avait pas eu de problèmes de visas, d'invitations et de lettres d'accréditation parvenant trop tard aux membres pour leur permettre de participer aux réunions et conférences.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Entre 2008 et 2011, l'organisation a exécuté des projets pour promouvoir la sensibilisation à la désertification et à la sécheresse au Ghana et en Côte d'Ivoire. En collaboration avec le Pacte mondial, elle a mené des activités au niveau international. Elle a également participé à des activités menées en collaboration avec le Département de l'information et le Centre d'information des Nations Unies pour diffuser des informations sur l'Organisation des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le 17 juin de chaque année l'organisation célèbre la Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse. Elle a fourni des semis aux populations autochtones et aux exploitations agricoles dans des villages du Ghana pour éliminer la pauvreté. Elle a commémoré la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste avec une manifestation gratuite et ouverte au public, qui a attiré plusieurs centaines de personnes, à la Wisdom International School au Ghana.

Renseignements complémentaires

Le Directeur exécutif de l'organisation a présenté un document sur la corruption à un forum de l' International Association of Anti-Corruption Authorities (Association internationales des autorités chargées de la lutte contre la corruption) en Chine.

2. Développement des femmes africaines et de communication

Statut consultatif spécial, 1996

Introduction

L'organisation (connue sous le nom de FEMNET) est une organisation non gouvernementale (ONG) régionale de défense des droits de la femme, créée en 1988 pour renforcer le rôle et la contribution des ONG africaines militant pour la promotion de la femme, l'égalité et d'autres droits fondamentaux. Les organisations féministes africaines et celles qui partagent la vision de FEMNET peuvent devenir membres de celle-ci. L'organisation contribue aux activités visant à améliorer la condition politique et socioéconomique des femmes et des filles en Afrique.

Buts et objectifs de l'organisation

La principale mission de l'organisation est de contribuer aux activités visant à améliorer la condition politique et socioéconomique des femmes et des filles en Afrique. Ses objectifs sont les suivants : renforcer le rôle et la contribution des ONG qui militent pour la promotion de la femme et son intégration au processus de développement en Afrique, mettre en place des infrastructures et filières qui permettent aux associations et organisations féminines de communiquer entre elles et de partager des informations, connaissances et expériences importantes, établir, développer, coordonner et maintenir des relations de travail étroites avec les organismes des Nations Unies et les organisations régionales.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

L'organisation a apporté une contribution dans les domaines suivants :

- Elle a participé à l'examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.
- En 2010 elle a coopéré, en tant qu'organisation chef de file de défense des droits de la femme, avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA), à l'examen des objectifs du Millénaire pour le développement et elle a établi un rapport sur l'Afrique.
- Elle a contribué au plaidoyer et à la mobilisation des femmes africaines au cadre de développement pour l'après-2015.

Participation à des réunions des Nations Unies

Les membres de l'organisation ont participé aux manifestations suivantes :

- Lancement de la publication « Freedom of information and women's rights in Africa: a collection of case studies From Cameroon, Ghana, Kenya, South Africa and Zambia (La liberté de l'information et les droits de la femme en Afrique : études de cas au Cameroun, au Ghana, au Kenya, en Afrique du Sud et en Zambie) » (2009), organisé par FEMNET et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) à Addis-Abeba; troisième atelier sur la budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes en collaboration avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et la Commission de l'égalité des sexes du Kenya; promotion

de la participation des femmes africaines à l'examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (2010); lancement au Kenya de la deuxième phase du programme d'égalité des sexes et de gouvernance d'UNIFEM [aujourd'hui Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)].

L'organisation a coordonné l'élaboration par les dirigeantes africaines d'une déclaration de principe sur la situation et les priorités d'ONU-Femmes dans les activités de celle-ci en Afrique et elle a également coordonné le Caucus des femmes africaines à toutes les réunions de la Commission de la condition de la femme. Le secrétariat du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et la Banque africaine de développement ont organisé une réunion en Tunisie pour préparer les pays à l'examen de 2010 de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement : appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle ainsi que du Programme d'action d'Accra. L'organisation a participé à un forum régional consultatif de planification sur les droits de la femme de l'Union africaine, organisé par le bureau de liaison d'UNIFEM à la CEA et l'Union africaine, et elle a pris part à la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement en 2009. Elle a participé au groupe de discussion piloté par ONU-Femmes sur la feuille de résultats concernant la parité des sexes.

Les autres réunions auxquelles l'organisation a participé sont les suivantes : une réunion de la Commission for Revenue Allocation (Commission de l'allocation des recettes) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur la décentralisation fiscale; un débat régional organisé par le PNUD sur la réalisation du quota d'un tiers au Kenya; la deuxième conférence ministérielle d'examen de la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement, tenue en 2011 à Genève; un débat sur les ONG et les résolutions du Conseil de sécurité, auquel a participé le responsable des activités de plaidoyer de l'organisation; le forum sur la jeunesse et le forum sur l'égalité des sexes, portant sur la démocratie, les élections et la gestion de la diversité en Afrique, en prévision du huitième Forum africain sur la gouvernance; la dix-septième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue en 2011 à Durban, en Afrique du Sud; une réunion d'ONU-Femmes tenue à Addis-Abeba; une réunion du conseil d'administration de l'Observatoire africain des droits de la femme, tenue à Addis-Abeba et une séance de bilan sur la Commission de la condition de la femme avec ONU-Femmes et la Commission d'égalité des sexes du Kenya.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives prises par l'organisation comprennent le plaidoyer et la mobilisation des femmes africaines en faveur des priorités de développement au-delà de 2015.

3. Al Zubair Charity Foundation

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

L'organisation, créée en 1998, est enregistrée au Soudan auprès de la Commission d'aide humanitaire, un accord ayant été signé avec le Gouvernement soudanais pour lui accorder le statut d'institution internationale.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation appuie activement les communautés dans le besoin par ses activités de développement, apporte une assistance dans les situations de crise ou de détresse et s'attache à élaborer des solutions à long terme; elle collabore par le biais de partenariats équitables avec les communautés dans le besoin pour parvenir à des changements positifs et durables. Par ailleurs elle promeut le droit de tous les enfants de réaliser pleinement leur potentiel et elle y contribue notamment en apportant une assistance aux personnes créatives et talentueuses et en leur accordant des bourses. L'organisation apporte son soutien dans la fourniture de l'aide dans les situations d'urgence et le renforcement des capacités de la population pour régler pacifiquement les différends.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

L'organisation a appuyé la création au Soudan de réseaux nationaux de défense des droits de l'homme comprenant des organisations de la société civile; elle coopère avec les parties prenantes pour mettre en œuvre les recommandations, formulées par le Conseil des droits de l'homme à l'issue de l'examen périodique universel, qui concernent le Soudan; elle promeut des activités de formation, de sensibilisation, de plaidoyer et d'information concernant les questions des droits de l'homme et apporte son assistance pour l'élaboration des rapports du Soudan en vue de l'examen périodique universel; elle a participé avec les équipes nationales à la surveillance des élections générales tenues en avril 2010 et au référendum sur l'autodétermination du Sud-Soudan en 2011 et elle a organisé des ateliers et séminaires sur la santé maternelle et la santé en matière de procréation.

Participation à des réunions des Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont participé de la neuvième à la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme, tenues de septembre 2008 à septembre 2011, à Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a signé un accord avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) au Soudan pour la distribution de trousseaux d'hygiène aux femmes vulnérables touchées par les fortes pluies et les inondations.

Elle a coopéré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Soudan à des activités portant sur les soins de santé, notamment la distribution de médicaments aux personnes déplacées dans leur pays au Darfour, et la création de centres de santé temporaires qui diagnostiquent et soignent les personnes touchées pendant la saison des pluies.

L'organisation a coopéré avec le Programme alimentaire mondial (PAM) au Soudan à la distribution, dans le nord du Darfour, de produits alimentaires aux personnes déplacées qui ont été touchées par la guerre et installées dans des camps.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a apporté une assistance à plus de 1 700 orphelins avec des dons mensuels qui répondent à leurs besoins de base et elle leur a fourni des cartables, des cahiers et des uniformes scolaires pour leur permettre de poursuivre leurs études. Elle a également construit trois écoles au Darfour, deux centres de santé à Gezira et deux autres à Kassala ainsi qu'un orphelinat dans la région du Nil bleu pour les personnes touchées par la guerre dans ces régions; 34 000 personnes ont bénéficié de ces services. L'organisation a apporté son assistance aux femmes pauvres et aux veuves par le biais d'activités génératrices de revenu dans le cadre de projets économiques et de services afin d'accroître leur revenu et réduire leur niveau de pauvreté.

4. American Planning Association

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

L'organisation est l'une des plus anciennes et importantes ONG qui se consacre à la promotion d'une planification urbaine et régionale rationnelle. Elle mène depuis 1909 des activités de recherche, d'éducation et de vulgarisation par le biais de conférences, de publications et de l'assistance technique. Aujourd'hui elle compte plus de 40 000 membres dans plus de 85 pays et elle accueille comme membres tous ceux qui s'intéressent à une meilleure planification : les universitaires, les professionnels, les fonctionnaires et les citoyens intéressés. L'American Institute of Certified Planners, qui fait respecter le code de déontologie et surveille l'examen menant à l'accréditation par l'Institut, fait partie de l'organisation.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation pilote la création de communautés dynamiques en prônant l'excellence dans la planification communautaire, en promouvant l'éducation et l'autonomisation des citoyens et en fournissant les outils et l'assistance nécessaires pour relever les défis de la croissance et du changement. Elle collabore avec les organisations, les gouvernements, les citoyens et les entreprises du secteur privé pour résoudre les problèmes qui se posent aux communautés, quelle que soit leur taille, et elle considère la question des établissements humains d'un point de vue global en prêtant attention à l'interdépendance de facteurs tels que notamment les transports, l'occupation des sols, l'environnement, la culture, l'art, l'économie et l'équité sociale.

Faits nouveaux ayant eu un impact significatif sur l'organisation

Aucun changement significatif n'est intervenu depuis la présentation du rapport précédent. Toutefois les membres de l'organisation se tiennent informés, en

tant que planificateurs et défenseurs de la planification, des tendances telles que le réchauffement de la planète, l'augmentation des catastrophes naturelles, les décès des piétons et les accidents dus aux véhicules autres que ceux à moteur, les écarts dans l'accumulation de la richesse et la perte de l'héritage culturel.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

L'organisation a essentiellement contribué aux activités du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), du PNUD et de l'Unesco. Elle a apporté son assistance à toutes les sessions du Forum urbain mondial d'ONU-Habitat et elle a parrainé ou animé des débats et sessions de réseautage sur des questions telles que les changements climatiques, la participation du public, la capacité de planification de bâtiments et l'atténuation des conséquences des catastrophes. L'organisation a coopéré avec le PNUD en Chine, en partenariat avec le Ministère chinois des ressources foncières, à l'évaluation de plusieurs programmes de développement rural au cours des 10 dernières années. Des équipes d'experts ont rencontré dans les provinces de Xinjiang, Qinghai, Fulin et Shandong les dirigeants et les habitants des communautés locales pour évaluer les conséquences de plusieurs projets de démonstration de développement rural et fournir au Ministère des rapports sur les conclusions de l'organisation. Cette dernière a coopéré étroitement avec l'Unesco et le Conseil international des monuments et des sites à l'évaluation des sites du patrimoine mondial et elle a fourni une assistance technique et de formation grâce à son partenariat avec le Comité des États-Unis du Conseil international.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'organisation a participé aux sessions du Forum urbain mondial et à la Conférence générale de l'Unesco, notamment aux débats sur la recommandation concernant les paysages urbains historiques, adoptée en 2011 par l'Unesco, aux termes de laquelle le personnel et les membres de l'organisation fournissent une assistance détaillée et des contributions au document final.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a envoyé ses membres aux réunions tenues par les principaux organes de l'ONU bien qu'elle ne participe généralement pas à leurs réunions et activités. Elle accueille avec satisfaction la possibilité de mieux comprendre leurs travaux et d'établir des relations avec eux de la façon qu'ils jugent appropriée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Afin de promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement, l'organisation a parrainé l'initiative « sustainable places (lieux durables) », qui comprend des forums favorisant des idées novatrices aux États-Unis d'Amérique, ainsi que sa conférence annuelle sur la planification et la conception des villes en collaboration avec le National Building Museum. L'organisation invite des experts du monde entier à sa conférence annuelle, qui réunit un nombre important de planificateurs et qui présente des études et publications sur l'équité sociale, la protection de l'environnement, la viabilité environnementale et la participation citoyenne.

Renseignements complémentaires

L'organisation espère continuer à renforcer ses relations avec les Nations Unies et contribuer aux objectifs tels que l'équité sociale, l'accès à l'eau salubre, les espaces publics et les transports, ainsi qu'aux possibilités de prospérité économique. Tous ces objectifs peuvent être atteints grâce à une planification urbaine et régionale participative fondée sur l'information. Les activités déployées par l'organisation pour fournir des ressources professionnelles aux pays du monde entier reposent sur la collaboration à tous les niveaux. Elle attend avec intérêt les débats et les activités en cours avec les Nations Unies et elle est prête à présenter des suggestions et fournir des informations en retour.

5. American Psychological Association

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

Les représentants de l'Association s'attachent à donner une perspective psychologique et comportementale aux travaux de l'Organisation des Nations Unies par des documents et des déclarations, des tables rondes, des réunions d'information, des manifestations parallèles et la célébration tous les ans de la Journée de la psychologie au Siège de l'ONU.

Les représentants de l'Association occupent des postes de cadres dirigeants dans les commissions d'ONG spécialisées dans le vieillissement, la famille, le VIH/sida, les droits de l'homme, la santé mentale et la condition de la femme ainsi qu'au Groupe de travail sur la violence contre les enfants. Ces postes permettent aux représentants de l'Association de s'impliquer dans les domaines de l'éducation, de l'élaboration de politiques et du plaidoyer. Par leurs notes de synthèse, résolutions et déclarations aux commissions, ils ont contribué efficacement à la sensibilisation du public. Ils se sont engagés activement aux côtés d'autres ONG et de gouvernements et ont coopéré avec des ONG à la planification et la présentation d'exposés aux groupes d'experts, tables rondes et manifestations parallèles lors des sessions des commissions de l'ONU.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les représentants de l'Association organisent tous les ans la Journée de la psychologie à l'ONU en collaboration avec d'autres ONG et psychologues. Cette Journée a permis aux missions, au personnel de l'ONU et à d'autres ONG d'en savoir davantage sur la psychologie en tant que discipline et son utilité pour traiter des questions d'intérêt mondial. Les tables rondes ont porté sur la psychologie et la sensibilisation du public, la paix, le règlement des conflits, les droits de l'homme et le monde du travail. Les manifestations comprenaient des réunions d'information organisées par le Département de l'information et des ateliers ainsi que des symposiums.

Les représentants de l'Association ont organisé un symposium promouvant les principes mondiaux et le rôle de la psychologie dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement lors de la convention annuelle de l'Association. Les représentants guident et conseillent trois à cinq stagiaires étudiants de troisième cycle à l'ONU pendant l'année universitaire. Ils alimentent aussi régulièrement une

chronique sur les activités de l'Association à l'ONU, qui est publiée dans le bulletin d'information *Psychology International*.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'Association a participé aux réunions suivantes : la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, notamment les manifestations parallèles sur « L'apport de la psychologie à l'éducation des femmes et des jeunes filles », « Best practices in science, technology, engineering and mathematics education » (les meilleures pratiques dans l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques) [réunion coparrainée par la National Aeronautics and Space Administration (NASA)], et « Mentors and role models: increasing equality in science, technology, engineering and mathematics » (Mentors et modèles : renforcer l'égalité dans les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques) (réunion coparrainée par Psychology Caucus); la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, notamment une manifestation parallèle sur la santé physique et mentale des femmes en temps de crise (guerres, catastrophes naturelles et épidémies); et la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, notamment les manifestations parallèles sur les femmes et le sida dans les zones de conflit et le partage des responsabilités dans les soins.

À l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le sida en 2010, l'Association a été invitée à parler sur le thème des réactions des enfants dans le monde lorsqu'ils apprennent qu'ils sont séropositifs.

À la dix-neuvième session de la Commission du développement durable, l'Association a apporté sa contribution à une manifestation parallèle sur « Sustainability: applying psychological principles to social change » (la viabilité : application des principes psychologiques au changement social).

Par ailleurs les représentants de l'Association ont organisé une demi-journée de formation au plaidoyer à l'ONU à laquelle ils ont participé et ils ont élaboré des points de discussions pour le plaidoyer sur le VIH/sida, les changements climatiques et l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En collaboration avec l'Union internationale de science psychologique, l'Association a mis ses connaissances spécialisées au service du Département de santé mentale et de toxicologie de l'OMS dans le cadre de la révision du chapitre sur la classification internationale des maladies (ICD-10) consacré à la santé mentale et aux troubles comportementaux.

Les représentants de l'Association ont participé à la rédaction de documents, à l'intention du Comité des organisations non gouvernementales pour le développement durable, sur la campagne « Scellons l'accord » qui est liée à la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue en 2009 à Copenhague.

L'Association a siégé au Comité exécutif de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies de

2008 à 2010 et elle a participé aux réunions du conseil d'administration à Bangkok, à Vienne et à New York.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association est un membre actif de deux coalitions ayant leur siège à Washington, D.C. qui œuvrent à la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur les droits des personnes handicapées. Le Public Interest-Government Relations Office (PI-GRO) de l'Association a parrainé les séances d'information du Congrès des États-Unis sur la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur les droits des personnes handicapées, et la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Le PI-GRO collabore avec les représentants de l'Association à l'ONU à de nombreuses questions, apporte ses connaissances spécialisées et commente les documents et déclarations.

6. Fondation Antonio Restrepo Barco

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

Les domaines d'activités de la Fondation sont les suivants : l'enfance, la jeunesse, les droits de l'homme, la santé, l'éducation et le développement social; elle mène ses activités en Colombie.

Buts et objectifs de l'organisation

La fondation est une organisation non gouvernementale sans but lucratif qui se consacre à la promotion des droits de l'homme et au développement social en Colombie, en particulier dans les domaines tels que les droits de l'enfant, la jeunesse, la famille, la santé, l'éducation, la participation sociale et l'amélioration du revenu des populations déplacées et vulnérables qui sont sans ressources. Grâce à ses activités, la Fondation est venue en aide à plus de 6 000 familles vulnérables, 8 000 enfants et plus de 6 000 adolescents dans une vingtaine des 32 départements de la Colombie.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

La Fondation a coopéré à un certain nombre de projets de l'UNICEF, du PNUD et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour protéger les enfants et pour promouvoir la protection de l'enfance, l'amélioration de la qualité de l'éducation, la culture, le développement social, la participation, le respect des droits de l'homme et la paix. Elle a également apporté une contribution en fournissant aux bureaux de l'UNICEF et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) des informations importantes et confirmées sur les violations des droits fondamentaux des enfants, des familles et des communautés vulnérables en période de conflit armé, violations établies à partir d'activités sur le terrain. La Fondation a mené de nombreuses activités de plaidoyer en coopération avec ONU-Femmes, à qui elle fournit régulièrement des données actualisées sur les taux préoccupants de grossesse d'adolescente et les sévices sexuels infligés aux

filles de moins de 18 ans ainsi que des évaluations de la garantie des droits des enfants victimes de conflits à la vérité et à la réparation. Les activités sur le terrain et de plaidoyer de la Fondation ont contribué aux buts et objectifs de l'ONU, témoignant de l'action commune de ces deux organisations et de leur alliance étroite.

Participation à des réunions des Nations Unies

La Fondation a participé aux réunions suivantes :

- New York, 2008-2011 : réunions périodiques du Conseil économique et social;
- Bogotá, 2009-2011 : réunions de l'Équipe spéciale de surveillance et d'information créée par la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité sur la situation des enfants touchés par les conflits armés, sous la coordination du PNUD;
- Bogotá, 2009-2011 : réunions sur le suivi de la situation des droits de l'homme en Colombie;
- Bogotá, 2009-2011 : réunions du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit;
- 2011 : visite officielle du Secrétaire général en Colombie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation a mené les activités suivantes en coopération avec des organismes des Nations Unies :

- Coparrainage avec l'UNICEF d'un congrès international visant à analyser le phénomène du recrutement des enfants soldats en Colombie et les mesures à prendre pour prévenir et combattre ce phénomène et permettre aux victimes d'exercer leurs droits (2009);
- Projet mené en collaboration avec le PNUD pour prévenir le recrutement des enfants et promouvoir les possibilités de premier emploi et de participation sociale à Montes de Maria (2008-2010);
- Contribution aux activités du PNUD, de l'UNICEF, du HCR et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour l'établissement de rapports périodiques sur les droits de l'homme, les droits de la femme et les droits de l'enfant pendant le conflit colombien (2008-2011);
- Collaboration avec le PNUD, le Gouvernement, les organisations de la société civile, les ONG nationales et internationales de défense des droits de l'homme et la communauté internationale aux réunions à Londres, Carthagène et Bogotá pour élaborer une politique participative sur les droits de l'homme, la coopération internationale et la paix (2003-2010);
- Collaboration avec le PNUD, le Gouvernement, les organisations de la société civile, les ONG nationales et internationales de défense des droits

de l'homme et la communauté internationale à une conférence nationale sur les droits de l'homme (2011);

- La Fondation a également collaboré, en tant que membre de la société civile, avec le bureau du PNUD en Colombie à l'Équipe spéciale de surveillance et d'information créée par la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité (2009-2011).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation a continué de mener des activités dans différents domaines, notamment l'amélioration de la qualité de l'enseignement dans les zones rurales et urbaines, les projets productifs en faveur des familles vivant dans la pauvreté, les projets d'éducation sexuelle à l'intention des adolescents et des futures mères, la participation sociale et le renforcement des droits de l'homme, les rapports de situation sur les droits de l'enfant à la santé et à l'éducation.

7. Réseau arabe pour l'environnement et le développement

Statut consultatif spécial, 1996

Introduction

Le Réseau arabe pour l'environnement et le développement a été créé pour répondre aux besoins des ONG spécialisées dans les questions d'environnement et de développement dans les différents pays arabes. En 1995, la Ligue des États arabes a accordé au Réseau le statut d'observateur pour qu'il représente les organisations de la société civile au Conseil des ministres arabes chargés de l'environnement; il participe donc à la plupart des activités du Conseil et à son secrétariat technique. En 2004 le Réseau a obtenu le statut consultatif auprès du Conseil économique et social de la Ligue des États arabes, et en 2009 il a participé en tant qu'observateur représentant les organisations de la société civile à l'Arab Ministerial Water Council (Conseil des ministres arabes chargés des questions relatives à l'eau).

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts du Réseau sont les suivants : améliorer le dialogue entre les organisations de la société civile arabe, les organismes gouvernementaux et les autorités publiques sur les questions de développement durable, renforcer les capacités des ressources humaines des États membres et non membres du Réseau, participer aux conférences et symposiums internationaux et arabes et répondre aux besoins de ses membres en ce qui concerne les cadres techniques et administratifs.

Faits nouveaux ayant eu un impact significatif sur l'organisation

L'autorisation d'inscription du Réseau en tant qu'organisation internationale dans les pays arabes entre 2012 et 2017 a été approuvée. Le Réseau a été choisi comme centre de liaison régional pour l'Afrique du Nord dans le réseau d'ONG du Fonds pour l'environnement mondial. Le projet régional sur le renforcement des capacités des communautés arabes à faire face aux changements climatiques a été lancé en 2009 et exécuté dans quatre pays arabes. Le Réseau est membre du

consortium participant au programme Horizon 2020 Renforcement des capacités/Programme méditerranéen pour l'environnement ainsi que du consortium coopérant au projet de gestion intégrée et viable des ressources en eau.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

En 2008 le Réseau a célébré la Journée mondiale de l'environnement en coopération avec le Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial, géré par le PNUD. En 2010 il a de nouveau célébré la Journée mondiale de l'environnement en coopération avec le Conseil national suprême de la culture et le Programme de microfinancements. En 2009 il a participé aux campagnes « Vague verte » et « Scellons l'accord » pour lesquelles il a recueilli plus de 3 000 signatures. En 2010 il a participé à la célébration de la Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique (2011-2020).

Participation à des réunions des Nations Unies

Le Réseau a participé aux réunions suivantes : une réunion consultative de la société civile africaine, tenue à Nairobi en novembre 2008; une réunion intergouvernementale multipartite, tenue à Nairobi en octobre 2009; la onzième réunion du Forum mondial des grands groupes et des parties prenantes et la onzième session extraordinaire du Conseil d'administration du PNUE, tenues en février 2010 à Bali (Indonésie); la réunion consultative régionale des grands groupes et des parties prenantes en Afrique, tenue à Nairobi en octobre 2010; la réunion multipartite sur la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, tenue en juin 2011 en République de Corée; la douzième réunion du Forum mondial des grands groupes et des parties prenantes et la vingt-sixième session du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial pour l'environnement, tenues en février 2011 à Nairobi; les réunions de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenues à Copenhague en 2009, à Cancun (Mexique) en 2010 et à Durban (Afrique du Sud) en 2011; la trente-sixième réunion du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial, tenue en novembre 2009 à Washington D.C.; la quatrième Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial, tenue en mai 2010 à Punta del Este (Uruguay); la réunion consultative du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial avec les organisations de la société civile, tenue en novembre 2010 à Washington D.C.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Réseau a organisé un atelier régional sur la pandémie de la grippe en partenariat avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, et en coopération avec l'Unesco, il a apporté sa contribution à une étude sur l'écohydrologie dans les réserves de biosphère pour les zones arides arabes, qui mettait l'accent sur la gestion intégrée des ressources en eau, en particulier dans les aires protégées. Le Réseau a coopéré avec le bureau du PNUE en Asie occidentale à un atelier régional sur la sécurité de l'environnement dans les pays arabes et la Méditerranée, tenu à Tunis en novembre 2008. Dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE, le Réseau appuie la publication du bulletin d'information Montada Al-Biah. Il a collaboré avec le PNUD à l'organisation au Caire d'un atelier à l'intention des représentants des médias arabes qui ont assisté au lancement du réseau d'information pour la réduction des risques de catastrophe dans la région du

Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. En 2008, la Stratégie internationale de prévention des catastrophes de l'ONU a coopéré avec le Réseau à l'organisation d'une conférence en Tunisie sur la sécurité de l'environnement dans les pays arabes et la Méditerranée; en août 2009 un contrat a été signé entre le Réseau et la Stratégie internationale de prévention des catastrophes. Le Réseau qui est une organisation accréditée auprès du PNUE représente l'Afrique du Nord depuis 1996. En 2010 le Réseau a apporté une contribution importante à la déclaration des parties prenantes et des grands groupes africains à la douzième réunion du Forum mondial des grands groupes et des parties prenantes et à la vingt-sixième session du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial pour l'environnement, tenues en février 2011 à Nairobi.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Réseau a été chargé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CEAO) d'effectuer une enquête sur l'eau parmi les communautés locales en Égypte et en Tunisie. Sur le plan de l'éducation il a participé à la publication de matériel éducatif sur l'éducation au service du développement durable et de l'alimentation dans la Méditerranée en 2008. En 2011 le Réseau a participé à la traduction en arabe d'un module de formation sur la consommation responsable (Youth for change) et à son édition.

Renseignements complémentaires

En coopération avec le Bureau méditerranéen d'information pour l'environnement, la culture et le développement durable et l'Agence européenne pour l'environnement, le Réseau a publié un périodique sur l'environnement et le développement durable de la Méditerranée. Les activités menées en coopération et en partenariat avec de nombreux organisations et partenaires internationaux et régionaux comprennent des projets exécutés en coopération avec l'Union européenne, Horizon 2020, le projet de gestion intégrée des ressources en eau, le Bureau méditerranéen d'information pour l'environnement, la culture et le développement durable et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). En collaboration avec le Conseil de la Terre, le Réseau milite activement en faveur de la mise en œuvre de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (Charte de la Terre) dans les pays arabes.

8. Fédération canadienne pour l'agriculture

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

Fondée en 1935, la Fédération est l'organisation d'agriculteurs la plus importante. Elle compte parmi ses membres des organisations agricoles provinciales ainsi que des organisations nationales et interprovinciales de produits de base de toutes les provinces. La Fédération représente, avec ses membres, plus de 200 000 agriculteurs canadiens et leurs familles.

Buts et objectifs de l'organisation

La Fédération a pour mission de promouvoir les intérêts des agriculteurs et des producteurs agroalimentaires canadiens, y compris leurs familles, grâce à sa direction aux niveaux national et international, et d'assurer le développement continu d'une agriculture et d'une industrie agroalimentaire viables et dynamiques au Canada.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

La Fédération est membre fondateur de la Fédération internationale des producteurs agricoles et de sa nouvelle version, l'Organisation mondiale des agriculteurs (OMA). Ces deux organisations ont fait connaître les vues des agriculteurs du monde entier à l'ONU et aux gouvernements pour promouvoir les intérêts des agriculteurs et contribuer en dernière analyse aux activités de l'ONU.

Participation à des réunions des Nations Unies

Les représentants de la Fédération ont participé à de nombreuses réunions de la Commission du développement durable, de la Commission de la condition de la femme, du PNUE, de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au cours des 10 dernières années.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les représentants de la Fédération ont été chargés de la coordination du processus débouchant sur la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Ils ont également aidé des membres de l'OMA des pays en développement à participer aux réunions et aux groupes d'experts et à prendre la parole aux diverses manifestations liées à l'ONU dans le monde. La Fédération continuera de prendre part aux activités sur le développement durable et à celles de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques directement et à représenter les agriculteurs aux réunions.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En pilotant la création d'organisations représentant les agriculteurs dans les pays en développement et développés par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale des agriculteurs (OMA), la Fédération a permis aux agriculteurs et aux autres parties prenantes de faire connaître leurs vues à l'ONU. Les agriculteurs ont pu ainsi faire comprendre l'importance pour eux de disposer de moyens d'existence équitables et de communautés rurales viables et de pouvoir assurer l'alimentation de leurs familles et de leurs concitoyens. La possibilité pour les agriculteurs de se faire entendre est une contribution extrêmement importante à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier l'élimination de la pauvreté et de la faim.

9. Carter Center

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

Sous la direction de l'ancien président des États-Unis Jimmy Carter, de sa famille et d'un conseil d'administration indépendant, le personnel de l'organisation œuvre pour la paix, lutte contre les maladies et suscite l'espoir en se faisant le porte-parole des pauvres et des laissés-pour-compte auprès des plus hautes autorités du pays et en s'impliquant à leurs côtés.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a contribué à renforcer les démocraties en Asie, en Amérique latine et en Afrique; elle a aidé comme les agriculteurs à doubler ou tripler leur production dans 15 pays d'Afrique; elle a offert sa médiation dans les conflits civils et internationaux ou elle s'est efforcée de les prévenir; elle est intervenue pour lutter contre des maladies évitables en Amérique latine et en Afrique, et elle a notamment contribué à l'élimination quasiment complète de la dracunculose et elle s'est efforcée de réduire le caractère stigmatisateur des maladies mentales.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

Sous la direction du Carter Center, une coalition d'organisations, dont l'UNICEF et l'OMS, fournit une assistance technique et financière pour les programmes d'élimination de la dracunculose au Tchad, en Éthiopie, au Ghana, au Mali et au Sud-Soudan. Le Programme d'élimination de l'onchocercose pour les Amériques est conforme à la résolution CD48.R12 de l'Organisation panaméricaine de la santé, qui a renouvelé en 1991 son appel à l'élimination de l'onchocercose et qui s'est fixé pour objectif d'interrompre la transmission du parasite dans la région d'ici à 2012. Le programme de lutte contre la filariose lymphatique de l'organisation est conforme à la résolution 50.29 de l'Assemblée mondiale de la santé sur l'élimination de la filariose lymphatique en tant que problème de santé publique avant la fin de 2020. Le programme de lutte contre la schistosomiase de l'organisation est conforme à la résolution 54.19 de l'Assemblée mondiale de la santé qui appelait à lutter contre la morbidité causée par la schistosomiase et les géohelminthiases. L'organisation apporte son assistance aux pays où le trachome est endémique, en application de la résolution 51.11 de l'Assemblée mondiale de la santé sur l'élimination du trachome cécitant. Conformément aux résolutions 65/273 et 64/79 de l'Assemblée générale et à la résolution 60.18 de l'Assemblée mondiale de la santé et à de nombreuses autres résolutions de l'ONU et de l'Assemblée mondiale de la santé, le programme de lutte contre le paludisme de l'organisation contribue à l'élimination du paludisme, en particulier en Afrique.

Participation à des réunions des Nations Unies

En 2008 l'organisation a coopéré étroitement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour organiser un forum coprésidé par l'ancien président Carter et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. En 2008 le thème du Forum était « Restoring rights : an agenda for the new United States president » (La restitution des droits : programme pour le nouveau président des États-Unis). En coopération avec la Brookings Institution,

l'organisation a coparrainé en février 2010 des réunions avec des dirigeants d'ONG, des défenseurs des droits de l'homme de toutes les régions, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des hauts fonctionnaires du Gouvernement des États-Unis pour promouvoir diverses initiatives de renforcement des institutions et des pays. Créée en 2007, la Human Rights House (Maison des droits de l'homme) de l'organisation, dont le siège se trouve à Kinshasa, réunit 154 organisations de défense des droits de l'homme qui mènent des activités en République démocratique du Congo.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le personnel de l'organisation a participé activement à l'Alliance for Global Elimination of Blinding Trachoma by the year 2020 (Alliance pour l'élimination du trachome cécitant dans le monde d'ici à 2020) et à des ateliers scientifiques informels sur le trachome, tenus entre 2007 et 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités menées par l'organisation pour éliminer la dracunculose ont beaucoup contribué à la réalisation de la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment les objectifs 1, 2, 6 et 7. Entre 2000 et 2010, ce programme a permis de ramener à 1797 les cas signalés en 2010 alors qu'on en comptait 75 120 en 2000, soit une réduction de 99,9 % du nombre de nouveaux cas dans le monde. Le programme de lutte contre la filariose lymphatique est exécuté essentiellement en Afrique subsaharienne, plus spécifiquement au Nigéria où cette maladie est beaucoup plus grave que dans tout autre pays d'Afrique.

Le programme de lutte contre la filariose lymphatique de l'organisation aide le Nigéria à s'attaquer à un grave problème de santé publique qui empêche ce pays de progresser dans la réalisation de l'objectif 1. Entre 2000 et 2010 ce programme a permis de fournir des traitements à environ 30 millions de personnes dans le monde.

10. Cesvi Fondazione

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

Ces dernières années la Fondation a renforcé son partenariat avec Alliance 2015, réseau stratégique de sept organisations non gouvernementales européennes menant des activités humanitaires et de développement; ce sont la Cesvi Fondazione (Italie), Concern Worldwide (Irlande), Welthungerhilfe (Allemagne), Hivos (Pays-Bas), IBIS (Danemark), People in Need (République tchèque) et ACTED (France). Le principal domaine d'activité d'Alliance 2015 est la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement concurremment à l'assistance humanitaire.

Buts et objectifs de l'organisation

Conformément aux valeurs qui guident son action, le principe moral de solidarité humaine et l'idéal de justice sociale se concrétisent sous la forme de l'aide humanitaire et du développement, renforçant ainsi l'affirmation des droits de l'homme universels. La Fondation est fermement convaincue que l'assistance

apportée aux déshérités dans les pays en développement ou aux personnes sinistrées par les guerres, les catastrophes naturelles ou écologiques, est non seulement bénéfique à ces derniers mais elle contribue également au bien-être de tous sur la planète, notre « foyer à tous » dont il faut prendre soin pour les générations futures.

L'année 2008 a marqué la transformation de l'« association » en une « fondation participative » dotée de nouveaux objectifs : défendre les objectifs sociaux pour lesquels l'organisation a été fondée, consolider la transparence et ouvrir sa structure sociale à la participation des parties prenantes et développer ses activités en Italie et dans le monde.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

Au cours des cinq dernières années la Fondation a édité la version italienne de l'Indice de la faim dans le monde qui, avec L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde de la FAO, est le rapport le plus important sur l'état de la sécurité alimentaire dans le monde. Cette publication a permis à la Fondation de participer à diverses réunions et tables rondes sur la question du droit à l'alimentation, notamment avec les organismes des Nations Unies dont le siège se trouve à Rome [FAO, PAM et Fonds international de développement agricole (FIDA)].

Participation à des réunions des Nations Unies

La Fondation a participé aux réunions du PAM et de la FAO à Rome, notamment plusieurs réunions sur les questions concernant l'objectif 1 des objectifs du Millénaire pour le développement et sur le droit à l'alimentation.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation collabore avec divers fonds et programmes des Nations Unies et à des projets de développement et d'assistance humanitaire exécutés en coopération avec les organismes des Nations Unies, à savoir : en 2008, neuf projets financés par l'UNICEF, huit par le PNUD, quatre par la FAO, un par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et un par l'OMS; en 2009, sept projets financés par l'UNICEF, un par le HCR, neuf par le PNUD, quatre par la FAO, un par le PAM, et deux par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets; en 2010, quatre projets financés par l'UNICEF, trois par le PNUD, six par la FAO, quatre par le PAM, et un par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets; et en 2011, neuf projets financés par l'UNICEF, deux par le HCR, six par le PNUD, cinq par la FAO, quatre par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, quatre par l'OIM, sept par le PAM, un par le FUNAP et un par l'OMS. La liste détaillée des activités menées en coopération avec les organismes des Nations Unies figure dans le rapport annuel de la Fondation.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours des quatre dernières années la Fondation a accru le nombre des projets consacrés à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : 70 % en moyenne du budget de la Fondation sont consacrés aux projets ayant des conséquences directes sur la réalisation des OMD, en particulier les objectifs 1, 2, 4 et 6. Par ailleurs jusqu'en 2010 la Fondation a édité le rapport

« 2015 Watch » sur la contribution de l'Union européenne aux OMD en collaboration avec Alliance 2015.

11. Charitable Institute for Protecting Social Victims

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

L'Institut est une ONG apolitique, sans but lucratif, créée en vue de promouvoir le droit de tous à une qualité de vie salubre, l'une des conditions préalables à ce droit étant la réalisation du développement durable. Pour parvenir aux objectifs du Millénaire pour le développement, il est nécessaire d'identifier les priorités fondamentales des sociétés et de mettre en place des mécanismes et de mobiliser tous les moyens pour éliminer les problèmes. La privation de logements, l'un des problèmes les plus fondamentaux de l'humanité dans le monde, est l'un des principaux domaines d'activité de l'Institut.

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts de l'Institut sont les suivants : s'attaquer aux problèmes des personnes déshéritées et mener des enquêtes sur la situation des groupes défavorisés; aider les victimes sociales et les personnes dans le besoin à agir pour éliminer la pauvreté; créer des centres de formation et des refuges ouverts 24 heures sur 24 pour les sans-abri, les personnes âgées, celles qui souffrent de maladies psychologiques chroniques et les personnes handicapées (physiques et mentales); créer des refuges spéciaux pour les enfants abandonnés ou délaissés (notamment les bébés et les jeunes adolescents), et faire adopter les enfants le cas échéant; établir des centres de recherche et de consultation pour les groupes sociaux vulnérables avec la permission des autorités; s'attacher à prévenir la propagation des maladies infectieuses telles que le VIH/sida, l'hépatite et la tuberculose, et créer des refuges pour les toxicomanes et les personnes atteintes de maladies infectieuses.

Faits nouveaux ayant eu un impact significatif sur l'organisation

Dans le but de fournir des services éducatifs spécialisés et de promouvoir la réinsertion des patients conformément au principe de l'autonomisation, de les préparer à reprendre une vie saine en accord avec les normes sociales et de parvenir aux objectifs du Millénaire pour le développement et à la réalisation des droits sociaux des groupes vulnérables, notamment des victimes sociales, l'Institut a créé un centre sur les questions d'autonomisation et autres questions et sur les dommages sociaux. Les activités d'éducation spécialisée de ce centre sont destinées à quatre groupes cibles : a) les malades, pour leur permettre d'améliorer leur capacité à trouver un emploi; b) la formation technique et professionnelle du personnel avant et pendant l'emploi; c) la formation technique et professionnelle des malades compte tenu de leurs capacités et de leur potentiel; et d) l'information du grand public pour faire connaître les activités de l'Institut et promouvoir sa participation effective. Les études prospectives sur les dommages sociaux sont l'un des objectifs et activités de l'Institut. La première étape dans les études prospectives est le phénomène de la privation de logements en République islamique d'Iran. L'Institut a obtenu l'autorisation d'ouvrir un centre de désintoxication et il a publié un livre sur les ONG, leur statut consultatif et leurs caractéristiques.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

L'Institut a présenté des déclarations écrites et orales au Conseil des droits de l'homme et au Groupe de travail sur l'examen périodique universel. Il a participé à une manifestation parallèle pour promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement et à une commémoration de la Journée mondiale de la lutte contre le sida en 2007 et il a participé à l'exécution de projets communs avec un réseau de santé en matière de procréation.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'Institut a participé de la huitième à la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Institut a coopéré avec le FNUAP à un projet sur un réseau de santé en matière de procréation. En coopération avec le Groupe de travail sur l'examen périodique universel il a présenté des rapports sur l'Iran, les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, l'Iraq, Israël et d'autres pays.

12. Child Welfare League of America

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

L'organisation est une coalition importante réunissant des centaines d'organismes privés et publics desservant les enfants et les familles vulnérables depuis 1920. Ses connaissances spécialisées, ses qualités de dirigeant et d'innovation en matière de politiques, de programmes et de pratiques ont contribué à améliorer la vie de millions d'enfants aux États-Unis d'Amérique.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour mission de faire participer son réseau d'organismes et de partenaires publics et privés à la promotion des politiques, pratiques optimales et stratégies de collaboration qui donnent les meilleurs résultats pour les enfants, les jeunes et les familles vulnérables. Elle estime que tous les enfants doivent pouvoir grandir au sein d'une famille stable, aimante qui assure leur sécurité. Une grande importance est accordée aux enfants et aux jeunes qui sont abandonnés ou victimes de sévices, de perturbations familiales ou d'autres facteurs qui compromettent leur sécurité ou leur bien-être. L'organisation apporte également son assistance aux familles, au personnel soignant et aux communautés qui s'occupent de ces enfants et leur viennent en aide.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

L'organisation est membre du Comité directeur de la campagne pour la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant par les États-Unis d'Amérique. Les activités qu'elle a menées sont les suivantes : organiser une campagne de pétitions sur la ratification; produire des lettres des présidents des

organisations sans but lucratif qui appuient la ratification et promouvoir la ratification par le Congrès des États-Unis.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'organisation a participé, avec le comité d'ONG sur la famille et le comité d'ONG sur le développement social, à des réunions et manifestations dans les domaines suivants : prévenir les problèmes familiaux; remédier à la pauvreté des familles et à l'exclusion sociale; la Journée internationale des familles et l'importance de la communauté pour le bien-être de l'enfant et de la famille.

13. Chinese Society for Sustainable Development (Société chinoise pour le développement durable)

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

Fondée en janvier 1992, l'organisation est l'une des ONG les plus importantes dans le domaine du développement durable en Chine. Le conseil de l'organisation réunit 136 scientifiques et experts de haut niveau dans tous les domaines, et l'organisation comprend cinq comités, spécialisés dans les conditions de vie, les problèmes de l'eau, la prévention des catastrophes, l'environnement et l'agriculture durable. Son secrétariat de l'organisation est composé de quatre comités exécutifs, dont le Comité académique, le Comité consultatif, le Comité national des communautés durables et le Comité de coopération et d'échanges internationaux. La publication de l'organisation, *China Population, Resources and Environment*, qui comprend des versions en chinois et en anglais, est l'une des revues professionnelles les plus connues dans le domaine du développement durable en Chine.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation vise à promouvoir le développement des technologies et les innovations ainsi que la mise en œuvre de stratégies de développement durable grâce à des études théoriques et des activités concrètes portant essentiellement sur les stratégies, les échanges entre universitaires, les services consultatifs et la coopération internationale, qui fournissent les fondements théoriques justifiant les décisions gouvernementales et contribuent à la mise en œuvre d'Action 21 : Programme d'action pour le développement durable en Chine.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

Depuis 2008 l'organisation s'est employée à faire connaître les objectifs du Millénaire pour le développement et le concept de développement durable, elle a réuni des experts pour un groupe de réflexion à l'intention de hauts fonctionnaires du Gouvernement chinois, elle a participé aux conférences des Nations Unies et aux activités sur les changements climatiques et le développement durable et elle a répondu aux appels lancés par l'ONU aux sociétés internationales.

Participation à des réunions des Nations Unies

En 2008 l'organisation a participé au troisième atelier régional de l'ONU en Asie et dans le Pacifique pour les ONG à Beijing et ses représentants y ont fait des

déclarations. En novembre 2008, les représentants de l'organisation ont participé au quatrième Forum urbain mondial organisé par ONU-Habitat où ils ont pris la parole. En octobre 2010, ils ont participé à la soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales et ils y ont fait des déclarations.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En avril 2008, l'organisation a organisé le Forum sur les changements climatiques et les innovations scientifiques et techniques, en coopération avec six ministères et administrations chinois et le PNUD, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et d'autres organisations internationales. En novembre 2008, l'organisation a coopéré avec le centre administratif d'Action 21 en Chine pour organiser le séminaire en Asie de l'Est sur le renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques avec l'appui du PNUE et du PNUD. Accompagnés du représentant officiel de la Chine, les experts de l'organisation ont participé aux réunions de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenues à Poznan (Pologne) en 2008, à Copenhague en 2009, à Cancun (Mexique) en 2010 et à Durban (Afrique du Sud) en 2011 et ils ont fait des déclarations pour appuyer la position de l'ONU.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En mars 2009, l'organisation a contribué à la mise sur pied de l'exposition internationale en Chine sur les économies d'énergie, la réduction des émissions et les nouvelles sciences et technologies énergétiques, avec la participation de 13 administrations et ministères chinois. Le Secrétaire général a envoyé de New York ses félicitations par un message vidéo et les dirigeants chinois ont visité l'exposition. En mars 2011, après le tremblement de terre au Sichuan, l'organisation a apporté, en association avec ONU-Habitat, des dons et son appui aux programmes de reconstruction des écoles et d'éducation des élèves. En novembre 2011, elle a coopéré avec Adelphi, société de conseil allemande, à une exposition sur la lutte contre les changements climatiques. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a participé à l'exposition et fait un discours.

14. Community and Family Services International (CFSI)

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

La CFSI est une organisation humanitaire qui se consacre à la paix et au développement social avec un intérêt particulier pour la dimension psychosociale. Elle a été créée en 1981 et son siège se trouve aux Philippines. Une grande partie de ses activités est menée en faveur de la région de l'Asie et du Pacifique, essentiellement des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Entre 2008 et 2011, elle a déployé des activités au Myanmar, aux Philippines, au Timor-Leste et au Vietnam.

Faits nouveaux ayant eu un impact significatif sur l'organisation

2008 : L'organisation a modifié les articles sur sa constitution et ses statuts et elle est devenue membre de l'Asia Pacific Refugee Rights Network (Réseau de l'Asie et du Pacifique pour les droits des réfugiés) et de l'équipe de pays pour l'action humanitaire des Philippines.

2009 : L'organisation a remis en activité son programme au Vietnam et a été nommée à la vice-présidence du groupe de travail sur l'Asie du Sud-Est de l'Asia Pacific Refugee Rights Network. Elle est devenue membre de Humanitarian Accountability Partnership (Partenariat pour la responsabilité humanitaire).

2010 : L'organisation a été élue au Comité exécutif du Conseil International des Agences Bénévoles et au conseil d'administration de l'Association of Foundations (Philippines). Elle est devenue membre de l'Asian Disaster Reduction and Response Network et de l'équipe pour l'action humanitaire de Mindanao.

2011 : Le programme de Timor-Leste est officiellement clôturé.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

L'organisation s'acquitte de sa mission en fournissant des services et en assurant le renforcement des capacités, la recherche et le plaidoyer. Aux Philippines elle a mené les activités suivantes : fourniture d'une assistance humanitaire et participation au relèvement rapide et à la reconstruction dans les communautés touchées par les conflits à Mindanao (2008-2011); des solutions durables pour les réfugiés urbains résidant dans diverses localités (2008-2011); des projets sur la protection de l'enfance, le développement de la jeunesse et les moyens de subsistance en faveur des communautés défavorisées de Pasay City (2008-2011); des secours d'urgence pour les personnes déplacées par la reprise les conflits armés à Mindanao (2008); les interventions en faveur des victimes de la tempête tropicale Ketsana et du typhon Parma à Luzon (2009) et de la tempête tropicale Washi à Mindanao (2011). Au Myanmar, l'organisation a exécuté des projets communautaires portant sur les services sociaux et l'éducation en faveur de la population musulmane apatride dans l'État d'Arakan dans le nord du pays (2008-2011); elle a également fourni des services psychosociaux au personnel humanitaire qui a apporté des secours d'urgence après le passage du cyclone Nargis à Ayerwaddy (2008). Au Timor-Leste l'organisation a mené à Dili des activités de consolidation de la paix et de réconciliation parmi les personnes déplacées, les gangs et les organisations confessionnelles (2008-2009). Au Vietnam l'organisation a renforcé les capacités des travailleurs sociaux au niveau communautaire, dans les milieux universitaires et les organismes gouvernementaux pour la protection sociale ainsi que les groupes de la société civile (2009-2011).

Participation à des réunions des Nations Unies

Au niveau mondial l'organisation a participé aux réunions et conférences suivantes : réunions du programme humanitaire mondial en 2008 et 2010 (Genève), consultations annuelles du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés avec les ONG entre 2008 et 2011 (Genève) et consultation de l'UNICEF avec les ONG participant à l'action humanitaire en 2008 (Genève). Au niveau national, aux Philippines, l'organisation a mené une réunion de consultation sur le manuel sur la protection des personnes déplacées dans leur propre pays à Manille (2008). Par ailleurs l'organisation participe à l'équipe de pays pour l'action humanitaire des

Philippines depuis 2009 ainsi qu'à l'équipe pour l'action humanitaire de Mindanao depuis 2010.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aux Philippines (à Luzon et dans d'autres villes du pays), l'organisation est le partenaire d'exécution du HCR pour l'assistance humanitaire aux réfugiés, aux demandeurs d'asile, aux personnes apatrides et aux personnes déplacées dans leur propre pays (2008-2011); dans les zones de Mindanao touchées par les conflits, l'organisation a joué le rôle de partenaire d'exécution du HCR pour l'assistance humanitaire aux personnes déplacées dans leur propre pays (2010-2011); elle coopère également avec l'UNICEF à la protection de l'enfance (2008-2011), avec le PAM à la distribution de l'assistance alimentaire (2008-2011) et avec le FNUAP à la fourniture de soins psychosociaux et de soins de santé en matière de procréation (2008-2009). Au Myanmar, l'organisation est le partenaire d'exécution du HCR pour la fourniture de l'assistance humanitaire à la population musulmane apatride dans l'État d'Arakan dans le nord du pays (2008-2011).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : En partenariat avec le PAM, l'organisation a apporté une assistance alimentaire d'urgence à près de 637 000 familles (3 185 000 personnes) dans les zones de Luzon touchées par les catastrophes et les zones de Mindanao touchées par les conflits. En coopération avec le HCR, l'organisation a apporté une assistance alimentaire à la population musulmane apatride de l'État d'Arakan dans le nord du Myanmar.

Objectif 2 : En coopération avec le HCR, l'organisation a alphabétisé approximativement 30 000 personnes, dont 70 % de femmes, dans l'État d'Arakan dans le nord du Myanmar. En coopération avec l'UNICEF elle a assuré l'éducation d'au moins 20 000 enfants d'âge scolaire et préscolaire dans les zones de Mindanao touchées par les conflits.

Objectif 3 : Des consultations ont été organisées, une formation fournie et l'accès au matériel facilité, en coopération avec le HCR et le FNUAP, pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste dans diverses localités.

Objectifs 4 et 5 : Avec l'appui de partenaires du secteur privé, une assistance nutritionnelle, des programmes de vaccination et de formation ont été fournis aux mères et aux enfants vivant dans les zones de Mindanao touchées par les conflits.

Objectif 6 : Des préservatifs et fournitures de santé en matière de procréation ont été fournis aux victimes de catastrophes dans diverses localités des Philippines avec la distribution de trousseaux d'assistance aux familles, et des activités d'assainissement ont été également menées.

15. Development Promotion Group

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

L'organisation est une ONG laïque fondée en 1986 par un groupe de professionnels du développement spécialisés dans diverses disciplines. Les projets qu'elle mène portent sur un grand nombre de questions de développement, notamment le logement, l'autonomisation des femmes, le microfinancement, l'agriculture biologique et l'amélioration des moyens de subsistance.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de l'organisation est de coopérer avec les groupes déshérités directement et par l'intermédiaire de partenariats avec les ONG locales et les organisations communautaires. La principale stratégie de l'organisation a consisté à mobiliser la communauté par le biais des institutions locales.

Faits nouveaux ayant eu un impact significatif sur l'organisation

La Rose Malar Developmental Co-operative Society Limited qui a été créée en 2008 en partenariat avec l'organisation compte 3 695 membres disposant d'une épargne totale de 87 898 dollars des États-Unis. Jusqu'ici 919 prêts ont été consentis et 265 199 dollars des États-Unis ont été distribués aux membres. L'organisation a construit des refuges pour 822 familles après le tsunami de 2004 et elle a aidé 1 569 familles à retrouver leurs moyens de subsistance. Elle a mis en place 94 groupes d'entraide et a fourni une formation professionnelle à 40 femmes. Elle a également contribué à rénover 68 logements et a fourni des uniformes et des fournitures scolaires à 600 élèves après le passage du cyclone Thane en 2011.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

Les projets et les activités de l'organisation sont menés compte tenu des besoins des communautés dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation à des réunions des Nations Unies

Le manque de ressources financières pour des activités qui ne sont pas directement liées aux projets a limité la participation de l'organisation aux réunions des Nations Unies. Cependant celle-ci espère remédier à cette situation et participer aux réunions des Nations Unies l'année qui vient.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim : l'organisation participe activement aux activités de 17 ONG locales, et 2 824 groupes d'entraide comptant 40 449 membres ont été créés dans 16 districts. Le total de l'épargne recueillie par ces groupes d'entraide s'élève à 3 068 035 dollars des États-Unis, et 10 137 115 dollars des États-Unis sont distribués sous forme de prêts aux membres de ces groupes d'entraide. Plus de 87 % de ces groupes d'entraide ont été liés à des institutions financières externes pour une aide au crédit de 7 043 189 dollars des

États-Unis. Une assistance sous forme de microfinancements, d'un montant de 325 455 dollars des États-Unis, a été apportée à 16 organisations communautaires, et 630 familles ont bénéficié de 73 659 dollars des États-Unis pour créer des microentreprises.

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous : les inscriptions scolaires ont atteint 98 % dans les zones ciblées par l'organisation; 312 élèves ont reçu des bourses et 70 d'entre eux ont trouvé un emploi et gagnent entre 91 et 145 dollars des États-Unis par mois.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : a) 37 396 familles ont reçu une assistance pour obtenir l'égalité de salaires et d'emploi dans le cadre du programme national de garantie d'emploi rural; b) 90 % des femmes ciblées comme bénéficiaires participent à des groupes d'entraide et aux réunions de panchayat; c) 50 % des femmes ciblées par les programmes de l'organisation gèrent de petites entreprises; d) 2 048 familles ont construit des latrines individuelles.

Objectifs 4 à 6 : Réduire la mortalité infantile/Améliorer la santé maternelle/Combattre le VIH/sida : Des campagnes de sensibilisation à la santé et des bilans de santé contribuent à sensibiliser davantage les familles cibles aux questions de santé.

Objectif 7 : Assurer un environnement durable : Des groupes d'agriculteurs membres de la National Bank for Agriculture and Rural Development ont été créés avec la participation de 459 agriculteurs; 5 165 agriculteurs ont reçu une assistance pour l'obtention des cartes d'identité (Uzhavar Attai) délivrées par le Gouvernement de Tamil Nadu; 450 agriculteurs se sont partiellement convertis à des méthodes d'agriculture biologique à l'issue de séances de formation et de visites d'information.

Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement : l'organisation a bénéficié de la coopération des organismes suivants : a) Church Development Service (Evangelischer Entwicklungsdienst (EED)) (Allemagne); b) Interchurch Organization for Development Cooperation (ICCO) (Pays-Bas); c) Diakonie Emergency Aid (Allemagne); d) Christian Aid (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord); e) Self Development of People (États-Unis d'Amérique); f) Association of Asian Confederation of Credit Unions (Bangkok); g) American India Foundation (Delhi); h) Times Foundation (Delhi); i) Gouvernement du Karnataka. L'organisation est membre du Voluntary Action Network India et coopère avec plus de 20 ONG. Elle participe chaque année à la réunion générale de l'Association of Asian Confederation of Credit Unions. En mars 2010 elle a organisé à Chennai une réunion à laquelle ont participé 14 directeurs de sept institutions membres de l'Association of Asian Confederation of Credit Unions.